



CORONAVIRUS

En l'absence de cantine scolaire, la « fracture alimentaire » redoutée

La précarité gagne du terrain chez les familles modestes

Jusqu'à quel point le budget des familles a-t-il explosé avec le confinement scolaire, la fermeture des écoles et des cantines? « Jusqu'à pousser des parents d'élèves "peu habituels" dans les queues, en pleine rue, lors des distributions alimentaires », observe, à Marseille, Fatima Mostefaoui. Par « peu habituels », la présidente de l'association Avec nous entend « ces parents qui s'en sortaient un peu avant la crise sanitaire », souvent des mamans seules avec un « boulot au smic » mais qui « se débrouillaient ». « Leur budget a tenu tant que les enfants allaient à l'école; il n'y avait que le repas du soir à préparer. » Le confinement a changé la donne: « Sans cantine, avec trois repas quotidiens à préparer pour trois, quatre, voire cinq enfants, les dépenses s'envolent, observe Fatima Mostefaoui. C'est sûr: la fracture alimentaire s'étend à de nouveaux parents. »

Dans les rangs des ONG, on évoque aussi ces familles parfois « un peu au-dessus des seuils », qui ne « tiennent » que grâce à l'entraide et à la solidarité. Grâce à la distribution de tickets et de chèques-services ou à celle de paniers repas proposés par des groupes d'amis, de voisins ou par des parents d'élèves dans des écoles, collèges ou lycées. « On voit se manifester des parents qui, avant la crise, complétaient des petits salaires – entre 800 et 1000 euros par mois – par des primes que le chômage partiel ne prend pas en compte, explique-t-on au Secours populaire. Ces foyers-là sont en danger. »

« Il a fallu quelques semaines pour voir émerger de nouveaux besoins de la part de publics que l'on n'est pas habitué à voir et qui ne sont pas habitués à appeler à l'aide, témoigne aussi Christophe Robert, de la fondation Abbé Pierre. Des parents modestes – pas les plus précaires – qui cumulaient les CDD ou les petites missions en intérim, et que l'arrêt de la cantine, cumulée à l'interruption du travail, plonge dans la détresse. Pour moi, c'est une découverte. »

Combien sont-elles, ces familles? Impossible à calculer, répondent les associations. « Dans l'urgence, ce sont les besoins qui nous remontent, reprend Christophe Robert. La crise liée au coronavirus, c'est une loupe posée sur leurs difficultés, mais on n'en est pas encore à compter. » Pour s'en faire une idée, le ratio des familles bénéficiaires des tarifs sociaux lors de l'inscription à la cantine ne suffit pas à quantifier le phénomène, explique-t-on à la fédération de parents d'élèves FCPE: d'une collectivité à l'autre, le coût d'un repas varie. Certaines villes, certains départements proposent la gratuité ou presque; d'autres ne modulent pas (ou à peine) leurs prix.

« Le pire est devant »

« Il n'y a pas de droit commun des élèves à la cantine en France, regrette Rodrigo Arenas, coprésident de la FCPE. Toute une frange d'enfants des quartiers prioritaires n'y sont d'ailleurs même pas inscrits. » En Seine-Saint-Denis, où lui-même a longtemps représenté



la FCPE, plus de la moitié des collégiens ne déjeunent pas à la cantine en temps ordinaire, rappelle-t-il. *Une pause, le midi, sans un déjeuner équilibré, ça n'a rien d'exceptionnel pour ces gamins...* »

Du côté des collectivités, mairies et départements, des efforts ont pourtant été faits, durant le confinement, pour compenser la fermeture des cantines. En Meurthe-et-Moselle, 500 repas par jour ont été livrés aux élèves de huit collèges relevant de l'éducation prioritaire à qui la cantine est habituellement facturée 0,50 euro par jour. Dans la Haute-Vienne, les familles pour qui la cantine coûte entre 1,50 et 2 euros le repas doivent se voir proposer une aide échelonnée de 40 à 75 euros, selon le quotient familial et le nombre d'enfants. A Paris, toutes celles qui bénéficient des trois premiers tarifs (sur dix au total), de 0,13 à 1,60 euro le repas à la cantine, devraient avoir reçu une « aide automatique », par la CAF, de 50 à 150 euros, détaille Patrick Bloche, adjoint à l'éducation, auxquels s'ajoutent 50 euros par enfant jusqu'au troisième enfant. D'autres collectivités ont opté pour des paniers mis à disposition des parents.

Des coups de pouce « nécessaires » mais « insuffisants », selon les associations. Car elles en sont sûres : le déconfinement ne permet pas d'espérer un mieux. « *Beaucoup d'enfants ne retournent pas à l'école, et les adolescents encore moins*, souligne Mohamed Mechmache, d'ACLeFeu. *Quand les cours reprennent, les cantines ne rouvrent pas systématiquement. Et ça ne va pas s'arranger avec l'été : beaucoup de familles vont rester sur le carreau* », avance-t-il, en plaidant pour un versement « chaque mois et au moins jusqu'à décembre » de l'aide exceptionnelle de l'Etat aux familles modestes.

« *Le pire est devant* », estime aussi Fatima Mostefaoui : « *On nous parle partout d'une réouverture des écoles, mais à Marseille, peut-être plus encore qu'ailleurs, les familles redoutent d'y remettre leurs enfants. Au niveau du bâti, de l'hygiène, la situation était déjà alarmante avant le confinement... Alors après deux mois d'arrêt ! La peur du virus l'emporte presque sur celle d'avoir faim.* » ■

MATTEA BATTAGLIA